

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Elections législatives et provinciales du 24 novembre 1991
Dépôt des listes de candidats

Avis important
aux Présidents des Bureaux principaux d'arrondissement
et des Bureaux principaux de districts

Conformément aux dispositions de l'article 115, premier alinéa du Code électoral, les présentations de candidats doivent être déposées entre les mains le vingt-troisième jour avant le scrutin entre 14 et 16 heures ou le vingt-deuxième jour avant le scrutin entre 9 et 12 heures. Les deux dates précitées sont pour les prochaines élections, respectivement le vendredi 1er novembre et le samedi 2 novembre 1991.

L'attention est attirée sur le fait que le dernier alinéa de l'article 115 n'est pas d'application et que ces opérations électorales ne peuvent pas être avancées, ni différées à une date ultérieure.

Les présentations de candidats doivent par conséquent être remises aux dates précitées.

Le directeur général,
J. BARTHELEMY.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

Parlements- en provincieraadsverkiezingen van 24 november 1991
Indienen der kandidatenlijsten

**Belangrijke bericht aan de Dames en Heren Voorzitters
van de Arrondissementen- en Districtshoofdbureaus**

Volgens de bepalingen van artikel 115, eerste lid van het Kieswetboek worden de voordrachten van kandidaten ter hand gesteld op de 23e dag vóór de stemming tussen 14 en 16 uur of op de 22e dag vóór de stemming tussen 9 en 12 uur. De twee voormelde data zijn voor de e.k. verkiezingen, vrijdag 1 en zaterdag 2 november 1991.

De aandacht wordt er op gevestigd dat het laatste lid van artikel 115 niet van toepassing is en dat deze kiesverrichtingen niet kunnen worden vervroegd of niet tot op een latere datum kunnen worden uitgesteld.

De voordrachten van kandidaten moeten bijgevolg op voormelde data worden overhandigd.

De directeur-generaal,
J. BARTHELEMY.

14 OCTOBRE 1991. — Circulaire
relative à la loi du 30 juillet 1991
modifiant le Code électoral

A Messieurs les Gouverneurs de Province,
A Messieurs le commissaire d'arrondissement de Mouscron et le commissaire d'arrondissement adjoint de Tongres,
A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,
Mesdames, Messieurs,

La loi mentionnée sous rubrique a modifié en quelques points la législation électorale existante pour notamment la mettre en concordance avec la modification récente de l'article 47 de la Constitution. Dorénavant, il ne faut plus être domicilié depuis six mois au moins dans la même commune pour y être inscrit comme électeur. Il est en outre procédé à des modifications d'ordre technique comme la suppression du registre des électeurs, l'établissement annuel de listes électorales, les procédures de réclamation et de recours en matière d'électorat ainsi que certains délais pour les opérations préliminaires à l'élection.

Plan

- A. Election simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux.
- B. Le commissaire d'arrondissement.
- C. Les listes des électeurs.
 - I. Etablissement.
 - II. Electeurs suspendus ou exclus de l'électorat.
 - III. Délivrance des listes des électeurs et dispositions prohibitives.
 1. Par les administrations communales.
 - a) Au gouverneur de province.
 - b) A des tiers :
 - à des personnes qui agissent au nom d'un parti politique
 - à des candidats
 - limitations
 2. Par le gouverneur de la province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne.
 - IV. Droit de consultation des listes des électeurs.
 - V. Réclamation devant le collège des bourgmestre et échevins.

14 OKTOBER 1991. — Rondschrjven
betreffende de wet van 30 juli 1991
tot wijziging van het Kieswetboek

Aan de heren Provinciegouverneurs,
Aan de heren arrondissementscommissaris van Moeskroen en adjunct-arrondissementscommissaris van Tongeren,
Aan de dames en heren Burgemeesters,
Mevrouwen, Mijne Heren,

De hierboven vermelde wet heeft op enkele punten de bestaande kieswetgeving gewijzigd om o.m. deze in overeenstemming te brengen met de recente wijziging van artikel 47 van de Grondwet. Voortaan wordt een verblijf van zes maanden in dezelfde gemeente niet meer vereist om er als kiezer te worden ingeschreven. Verder worden wijzigingen van technische aard doorgevoerd zoals de afschaffing van het kiezersregister, het jaarlijks opmaken van kiezerslijsten, de procedures van bezwaar en beroep inzake kiesrecht alsmede sommige termijnen voor de aan de verkiezing voorafgaande verrichtingen.

Plan

- A. Gelijkijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen.
- B. De arrondissementscommissaris.
- C. De kiezerslijsten.
 - I. Opstellen.
 - II. Van het kiesrecht geschorste en uitgesloten kiezers.
 - III. Afleveren van kiezerslijsten en verbodsbepalingen.
 1. Door de gemeentebesturen.
 - a) Aan de provinciegouverneur.
 - b) Aan derden :
 - aan personen die in naam van een politieke partij optreden
 - aan kandidaten
 - beperkingen
 2. Door de provinciegouverneur of de door hem aangevozen ambtenaar.
 - IV. Inzagerecht van de kiezerslijsten.
 - V. Bezwaar bij het college van burgemeester en schepenen.

VI. Recours devant la cour d'appel.

VII. Extraits des listes des électeurs à envoyer par l'administration communale.

1. A président du bureau principal de canton.
2. Au président du bureau de vote.

D. Autres modifications apportées au Code électoral.

A. Election simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux.

La loi du 15 mai 1949 qui réglait cette matière a été abrogée par l'article 55 de la susdite loi et reprise dans le Code électoral sous le titre III — chapitre III — articles 107^{ter} à 107^{octies}.

B. Le commissaire d'arrondissement.

Par la récente modification de la loi provinciale, le commissaire d'arrondissement est désormais davantage considéré comme l'adjoint du gouverneur de province que comme une autorité administrative dotée de compétences spécifiques. Les tâches spécifiques confiées en matière électorale à ce fonctionnaire sont dorénavant attribuées au gouverneur de province ou au fonctionnaire que celui-ci désigne, qui peut être le commissaire d'arrondissement et qui le sera dans la majorité des cas. Toutefois, pour ce qui concerne les communes de Comines-Warneton et de Fourons, le commissaire d'arrondissement de Mouscron et le commissaire d'arrondissement adjoint de Tongres conservent leurs anciennes attributions.

C. Les listes des électeurs.

I. Etablissement (C.E. art. 10).

La tenue à jour d'un registre des électeurs et l'établissement de listes annuelles des électeurs, introduits par la loi du 3 juillet 1976, sont supprimés.

Dorénavant, pour l'élection ordinaire, la liste des électeurs est établie le 80e jour qui précède celui du scrutin, et, en cas d'élections extraordinaires, à la date de l'arrêté royal fixant la date de l'élection. Le fichier déduit des registres de la population sert comme base, en tenant compte des conditions électorales fixées dans le nouvel article 1^{er} du Code électoral.

Il convient en l'occurrence de noter que la liste, établie le 80e jour avant l'élection ordinaire, reste valable si une élection extraordinaire doit être organisée après ce 80e jour et avant la date initialement prévue pour l'élection ordinaire. Les radiations nécessaires doivent être effectuées en fonction de la nouvelle date (âge requis pour voter, suspension de l'électorat).

II. Electeurs suspendus ou exclus de l'électorat (C.E. art. 7bis).

Le collège des bourgmestre et échevins doit désormais tenir à jour un fichier manuel des personnes exclues définitivement de l'électorat ou dont les droits électoraux sont suspendus. Ce fichier est établi à raison d'une fiche par personne et est tenu à jour de manière permanente et par ordre alphabétique. Il reproduit exclusivement les mentions visées à l'article 13, alinéa 2 du Code électoral.

Les fiches établies pour une personne frappée de la suspension de ses droits électoraux sont détruites aussitôt que l'incapacité prend fin.

Le fichier précité ne peut être constitué ni tenu à jour à l'aide de moyens automatisés.

Puisque la liste des électeurs sera dorénavant dressée sur la base des données provenant du registre de la population, le collège des bourgmestre et échevins fera bien de mentionner dans ce registre, lorsqu'il établit les fiches, que les personnes qu'elles concernent ont définitivement ou temporairement perdu la qualité d'électeur, à l'exclusion de toute autre information.

On mentionne donc uniquement : « pas électeur » — pour l'exclusion définitive et « pas électeur jusqu'au ... (date) » — en cas de suspension. (Code d'information 130 — Registre national).

Le contenu de ce fichier ne peut être communiqué à des tiers. L'intéressé même n'est pas considéré comme tiers. Il peut donc prendre connaissance des mentions inscrites sur sa fiche personnelle.

En cas de changement de résidence de la personne, la fiche sera transmise avec le casier judiciaire de l'intéressé, au collège des bourgmestre et échevins lorsque l'inscription dans la nouvelle commune a été effectuée et ce sous pli séparé comme c'est actuellement déjà prescrit pour la tenue des registres de la population.

VI. Beroep bij het hof van beroep.

VII. Door het gemeentebestuur te verzenden uittreksels uit kiezerslijsten.

1. Aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau.
2. Aan de voorzitter van het stembureau.

D. Andere wijzigingen die aan het Kieswetboek werden aangebracht.

A. Gelijkijdige parlements- en provincieraadsverkiezingen.

De wet van 15 mei 1949 die deze materie regelde werd opgeheven bij artikel 55 van de voormelde wet en opgenomen in het Kieswetboek onder titel III — hoofdstuk III — artikelen 107^{ter} tot 107^{octies}.

B. De arrondissementscommissaris.

Door de recente wijziging van de provinciewet wordt voortaan de arrondissementscommissaris meer als adjunct van de provinciegouverneur beschouwd dan als een administratieve overheid met specifieke bevoegdheden. De specifieke taken die inzake verkiezingszaken aan deze ambtenaar werden toevertrouwd, worden voortaan toegewezen aan de provinciegouverneur of aan de door hem aangezonden ambtenaar, die de arrondissementscommissaris kan zijn en die het ook in de meeste gevallen zal zijn. Wat echter de gemeenten Komen-Waasten en Voeren betreft behouden de arrondissementscommissaris van Moeskroen en de adjunct-arrondissementscommissaris van Tongeren hun vroegere bevoegdheden.

C. De kiezerslijsten.

I. Opstellen (K.W.B. art. 10).

Het bijhouden van een kiezersregister en het opstellen van jaarlijkse kiezerslijsten, ingevoerd bij de wet van 3 juli 1976, worden afgeschaft.

Voortaan wordt voor de gewone verkiezing de kiezerslijst opgesteld de 80e dag vóór de stembedag en, in geval van buitengewone verkiezingen, op de datum van het koninklijk besluit tot vaststelling van de datum der verkiezing. Als basis dient het bestand dat is afgeleid uit de bevolkingsregisters rekening houdend met de kiesvoorwaarden gesteld in het nieuwe artikel 1 van het Kieswetboek.

Hier dient opgemerkt te worden dat de lijst, opgesteld de 80e dag vóór de gewone verkiezing geldt blijft zo een buitengewone verkiezing dient georganiseerd te worden na deze 80e dag en vóór de oorspronkelijk voorziene datum voor de gewone verkiezing. De nodige schrappingen dienen uitgevoerd te worden in functie van de nieuwe datum (kiesgerechtigde ouderdom, opschorting kiesrecht).

II. Van het kiesrecht geschorste of uitgesloten kiezers (K.W.B. art. 7bis).

Het college van burgemeester en schepenen dient voortaan een manueel steekkaartenbestand bij te houden van de personen die voorged van het kiesrecht zijn uitgesloten of wier kiesrecht geschorst is. Dit bestand wordt aangelegd naar rata van één kaart per persoon en het wordt doorlopend en alfabetisch bijgehouden. Het bevat slechts de vermeldingen bepaald in artikel 13, tweede lid van het Kieswetboek.

De steekkaarten, opgemaakt voor een persoon die in zijn kiesrecht is geschorst, worden vernietigd zodra de onbekwaamheid een einde neemt.

Voornoemd bestand mag niet worden samengesteld noch worden bijgehouden met behulp van geautomatiseerde middelen.

Vermits de kiezerslijst voortaan zal worden opgemaakt op basis van de gegevens uit het bevolkingsregister, zal het college van burgemeester en schepenen er goed aan doen in dit register, wanneer het de steekkaarten opmaakt, te vermelden dat de personen waarop zij betrekking hebben definitief of tijdelijk de hoedanigheid van kiezer verloren hebben, met uitsluiting van elke andere informatie.

Men vermeldt dus enkel : « geen kiezer » — voor de definitieve uitsluiting en « geen kiezer tot ... (datum) » — in geval van schorsing. (Informatiecode 130 — Rijksregister).

De inhoud van dit steekkaartenbestand mag niet aan derden worden meegedeeld. Als derde wordt de betrokkene zelf niet in aanmerking genomen. Deze kan dus kennis nemen van de vermeldingen die op zijn persoonlijke kaart zijn ingeschreven.

Bij verandering van verblijfplaats van de persoon zal de steekkaart samen met het strafregister van betrokkene, aan het college van burgemeester en schepenen worden overgezonden wanneer de inschrijving in de nieuwe gemeente werd uitgevoerd en dit onder afzonderlijke omslag zoals dit nu reeds is voorgeschreven inzake het houden van de bevolkingsregisters.

III. Délivrance des listes des électeurs et dispositions prohibitives.

1. Par les administrations communales.

Etant donné que les administrations communales dressent les listes des électeurs, elles sont à la base de la diffusion de celles-ci.

a) Au gouverneur de province.

Comme il a déjà été précisé ci-avant, les compétences du commissaire d'arrondissement dans les matières électorales sont dorénavant confiées au gouverneur de la province ou au fonctionnaire que celui-ci désigne, sauf dans les communes de Fourons et de Comines-Warнетon où elles sont maintenues.

— En cas d'élections ordinaires, l'administration communale envoie le vingt-cinquième jour au plus tard avant celui de l'élection, deux exemplaires de la liste établie des électeurs au gouverneur de la province (C.E. art. 15, alinéa 1^{er}).

— En cas d'élections extraordinaires, les deux listes des électeurs sont immédiatement transmises après avoir été établies.

Remarques :

Pour ce qui concerne les communes de Comines-Warнетon et de Fourons, les deux exemplaires des listes établies des électeurs sont envoyés selon la même procédure et dans les mêmes délais respectivement au commissaire d'arrondissement de Mouscron et au commissaire d'arrondissement adjoint de Tongres (C.E. art. 15, alinéa 2).

En outre, deux exemplaires supplémentaires de la liste des électeurs classés dans l'ordre alphabétique sont transmis aux gouverneurs des provinces respectivement de Liège et de Flandre occidentale ou aux fonctionnaires que ceux-ci désignent (C.E. art. 15bis).

b) A des tiers (C.E. art. 17).

Ces dernières années, les listes des électeurs ont dans une large mesure été diffusées à des fins autres que électorales. Selon les nouvelles dispositions de l'article 17 du Code électoral, seuls les représentants de partis politiques ainsi que les candidats peuvent désormais introduire une demande d'obtention d'exemplaires ou de copies de la liste des électeurs.

— A des personnes qui agissent au nom d'un parti politique.

L'administration communale est tenue de délivrer la liste des électeurs, dès que cette liste est établie, aux personnes qui agissent au nom d'un parti politique à condition que ces personnes aient adressé par lettre recommandée une demande au bourgmestre au plus tard le trente-troisième jour précédant celui de l'élection.

Dans la demande, elles doivent également s'engager à présenter une liste des candidats, soit à la Chambre, soit au Sénat, dans l'arrondissement électoral qui comprend la commune auprès de laquelle la demande de délivrance de la liste a été introduite.

Il faut entendre par personne qui agit au nom d'un parti politique la personne qui représente le parti politique ou son mandataire.

Les personnes qui agissent au nom d'un parti politique ne peuvent obtenir des exemplaires ou des copies qu'à la condition que la formation politique qu'elles représentent dépose une liste de candidats, soit à la Chambre, soit au Sénat, dans l'arrondissement électoral qui comprend la commune auprès de laquelle la demande de délivrance de la liste a été introduite.

Si en méconnaissance de l'engagement auquel elle a souscrit, la formation politique ne présente pas de liste de candidats, elle ne peut plus faire usage de la liste des électeurs qu'elle a reçue, sous peine des sanctions pénales édictées à l'article 197bis du Code électoral.

— Aux candidats de formations politiques.

Les candidats peuvent également obtenir, contre paiement du prix coûtant, des exemplaires ou copies de la liste des électeurs, pour autant qu'ils en aient fait la demande par lettre recommandée au bourgmestre au plus tard le trente-troisième jour précédant celui de l'élection et à la condition qu'ils se soient portés candidat pour l'élection et que leur nom figure par conséquent sur un acte de présentation déposé en vue de cette élection. L'administration communale vérifiera, au moment de la délivrance, que l'intéressé est présenté comme candidat à l'élection.

Les candidats peuvent obtenir des exemplaires ou copies de la liste des électeurs à partir du 23^e jour précédant celui du scrutin, soit le premier des deux jours fixés par l'article 115 du Code électoral pour le dépôt des actes de présentation.

Etant donné toutefois que la qualité de candidat n'est à cette date pas encore acquise définitivement — la clôture définitive de la liste des candidats ne se fait effectivement qu'au dix-septième jour avant le scrutin (cf. art. 124 du Code électoral) — le § 2, alinéa 3 de l'article 17 du Code électoral interdit aux candidats sous peine des

III. Afleveren van kiezerslijsten en verbodsbepalingen.

1. Door de gemeentebesturen.

Aangezien de gemeentebesturen de kiezerslijsten opstellen liggen zij aan de basis van de verspreiding ervan.

a) Aan de provinciegouverneur.

Zoals hierboven reeds aangehaald worden de bevoegdheden van de arrondissementscommissaris in kiesaangelegenheden voortaan toevertrouwd aan de provinciegouverneur of aan de door hem aangewezen ambtenaar, behalve in de gemeenten Voeren en Komen-Waasten waarbij zij behouden blijven.

— In geval van gewone verkiezingen zendt het gemeentebestuur uiterlijk de vijftiendertigste dag vóór de verkiezing twee exemplaren van de opgemaakte kiezerslijst aan de provinciegouverneur. (K.W.B. art. 15, eerste lid).

— In geval van buitengewone verkiezingen worden de twee kiezerslijsten onmiddellijk overgezonden nadat zij zijn opgemaakt.

Opmerking :

Wat de gemeenten Komen-Waasten en Voeren betreft worden volgens dezelfde procedure en binnen dezelfde termijn de twee exemplaren van de opgestelde kiezerslijsten respectievelijk verzonden aan de arrondissementscommissaris van Moeskroen en aan de adjunct-arrondissementscommissaris van Tongeren. (K.W.B. art. 15, tweede lid).

Daarenboven worden twee bijkomende exemplaren van de lijst van de alfabetisch gerangschikte kiezers overgezonden aan de respectieve provinciegouverneurs van Luik en West-Vlaanderen of aan de door hem aangewezen ambtenaar. (K.W.B. art. 15bis).

b) Aan derden (K.W.B. art. 17).

De laatste jaren werden de kiezerslijsten in ruime mate verspreid voor andere doeleinden dan verkiezingszaken. Volgens de nieuwe bepalingen van artikel 17 van het Kieswetboek kunnen voortaan enkel de vertegenwoordigers van politieke partijen evenals de kandidaten een aanvraag indienen tot het verkrijgen van exemplaren of afschriften van de kiezerslijst.

— Aan personen die in naam van een politieke partij optreden.

Het gemeentebestuur is verplicht, zodra de kiezerslijst is opgemaakt, deze af te geven aan de personen die in naam van een politieke partij optreden op voorwaarde dat deze personen uiterlijk de drieëndertigste dag vóór die van de verkiezing per aangetekende brief een aanvraag aan de burgemeester hebben gericht.

In de aanvraag dienen zij zich tevens te verbinden een kandidatenlijst 't zij voor de Kamer, 't zij voor de Senaat voor te dragen in het kiesarrondissement dat de gemeente bevat waar de aanvraag tot overhandiging van de lijst werd ingediend.

Als persoon, die in naam van een politieke partij optreedt, dient verstaan te worden de persoon die de politieke partij vertegenwoordigt of zijn gemandateerde.

De personen die optreden namens een politieke partij kunnen slechts exemplaren of afschriften verkrijgen op voorwaarde dat de politieke formatie die zij vertegenwoordigen zich verbindt een lijst met kandidaten voor ofwel de Kamer ofwel de Senaat in te dienen in het kiesarrondissement dat de gemeente bevat waar de aanvraag tot overhandiging van de lijst werd ingediend.

Indien, met miskenning van de verbintenis die zij heeft aangegaan, de politieke partij geen kandidatenlijst voordraagt kan zij geen gebruik maken van de verkregen kiezerslijst op straffe van de penale sankties, opgelegd door artikel 197bis van het Kieswetboek.

— Aan de kandidaten van politieke formaties.

De kandidaten kunnen eveneens tegen betaling van de kostprijs exemplaren of afschriften van de kiezerslijst verkrijgen, voor zover ze daartoe een aanvraag ingediend hebben per aangetekend schrijven aan de burgemeester uiterlijk op de drieëndertigste dag vóór de dag van de verkiezing en op voorwaarde dat ze zich kandidaat gesteld hebben voor de verkiezing en dat hun naam bijgevolg voorkomt op een voordrachtsakte ingediend met het oog op deze verkiezing. Het gemeentebestuur zal gehouden zijn op het moment van afgifte na te gaan of de betrokkene voorgedragen wordt als kandidaat voor de verkiezing.

De kandidaten kunnen exemplaren of afschriften van de kiezerslijst verkrijgen vanaf de 23^{ste} dag vóór die van de stemming, hetzij de eerste van de twee dagen, bepaald bij artikel 115 van het Kieswetboek voor het neerleggen van de voordrachtsakten.

Aangezien de hoedanigheid van kandidaat op deze datum echter nog niet definitief verworven is — de definitieve afsluiting van de kandidatenlijst gebeurt immers pas op de zeventiende dag voor de stemming (cf. art. 124 van het Kieswetboek) — verbiedt § 2, derde lid van artikel 17 van het Kieswetboek de kandidaten op straffe van

sanctions pénales édictées à l'article 197bis du Code électoral de continuer à faire usage de la liste des électeurs après ce dix-septième jour s'ils sont rayés ce jour de la liste des candidats sur décision du bureau principal.

— Limitations.

Afin de protéger la vie privée des personnes reprises dans la liste des électeurs, il est formellement interdit aux administrations communales de délivrer des exemplaires ou copies de cette liste à des personnes autres que celles expressément autorisées à les recevoir, à savoir les représentants mandatés par les formations politiques d'une part et les candidats mentionnés sur les actes de présentation déposés par eux en vue des élections, d'autre part. Cette même interdiction vaut pour les personnes qui les ont reçus en cette qualité : elles ne peuvent les transmettre à des tiers.

Cette prohibition est assortie de sanctions pénales très lourdes. Je vous renvoie à cet égard au nouvel article 197bis du Code électoral.

2. Par le gouverneur de la province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne.

Quinze jours au moins avant l'élection, le gouverneur de la province ou le fonctionnaire que celui-ci désigne transmet, sous pli recommandé à la poste, deux extraits certifiés exacts des listes des électeurs dressées par sections au président du bureau principal du canton. (C.E. art. 93, alinéa 1^{er}).

Remarque :

Pour ce qui concerne les cantons électoraux de Fourons et de Comines-Warneton, cette transmission a lieu à l'intervention respectivement du commissaire d'arrondissement adjoint de Tongres et du commissaire d'arrondissement de Mouscron. Je renvoie à cet égard à l'observation formulée au point III, 1, alinéa 1^{er}. (C.E. art. 93, alinéa 2).

Les gouverneurs des provinces de Liège et de Flandre occidentale ou les fonctionnaires désignés par ceux-ci transmettent dans le même délai que mentionné ci-avant, aux présidents des bureaux principaux des cantons respectivement d'Aubel et Messines, les deux exemplaires, rectifiés le cas échéant, de la liste des électeurs des communes respectivement de Fourons et de Comines-Warneton. Je me réfère en l'occurrence à l'observation formulée au point III, 1, alinéa 2 et aux articles 93bis et 15bis du Code électoral.

IV. Droit de consultation des listes des électeurs.

A la date à laquelle la liste des électeurs doit être arrêtée (cf. supra au point C.I.), le collège des bourgmestre et échevins porte à la connaissance des citoyens, par un avis publié dans le forme ordinaire, que chacun peut, jusqu'au douzième jour précédant celui de l'élection, s'adresser au secrétariat de la commune durant les heures de service afin de vérifier si lui-même ou toute autre personne figure ou est correctement mentionné sur la liste.

Cet avis reproduira également la procédure à suivre en cas d'introduction d'une réclamation ou d'un recours.

V. Réclamation devant le collège des bourgmestre et échevins.

Je vous renvoie à cet égard aux nouveaux articles 18 à 26 du Code électoral. La procédure à suivre y est clairement indiquée et ne nécessite pas de commentaires.

VI. Recours devant la cour d'appel.

Je me réfère à cet égard aux nouveaux articles 27 à 34 du Code électoral.

Le recours en cassation a été supprimé de sorte que les arrêts de la cour d'appel ne sont susceptibles d'aucun recours.

VII. Extraits des listes des électeurs à envoyer par l'administration communale.

1. Au président du bureau principal de canton.

Durant le deuxième mois qui précède celui d'une élection ordinaire ou dès que la date du scrutin est fixée pour une élection extraordinaire, le collège des bourgmestre et échevins dresse deux listes :

— la première reprend les personnes susceptibles d'être investies de la fonction de président d'un bureau de vote ou de dépouillement ou d'assesseur d'un bureau de dépouillement. (C.E. art. 95, § 12, 1^o);

— la deuxième liste reprend, par section de vote, les douze électeurs les moins âgés ayant, le jour du scrutin, au moins 30 ans, sachant lire et écrire et pouvant être désignés en qualité d'assesseur d'un bureau de vote. Cette liste ne peut comprendre les personnes reprises dans la première liste (C.E. art. 95, § 12, 2^o).

de strafrechtelijke sancties vastgesteld in artikel 197bis van het Kieswetboek verder gebruik te maken van de kiezerslijst na die zeventiende dag als ze op deze dag geschrapt zouden worden van de kandidatenlijst op beslissing van het hoofdbureau.

— Beperkingen.

Ten einde het privé-leven te beschermen van de personen die in de kiezerslijst werden opgenomen is het aan de gemeentebesturen formeel verboden om exemplaren of afschriften van deze lijst af te leveren aan andere personen dan die welke formeel gemachtigd zijn ze te ontvangen, namelijk de door de politieke formaties gemandateerde vertegenwoordigers enerzijds en de kandidaten die vermeld zijn op de door hen met het oog op de verkiezingen ingediende voordrachtsakten anderzijds. Datzelfde verbod geldt voor de personen die ze in deze hoedanigheid ontvangen hebben : zij mogen ze niet doorgeven aan derden.

Dit verbod gaat gepaard met zeer zware strafrechtelijke straffen. Ik verwijs U hiervoor naar het nieuwe artikel 197bis van het Kieswetboek.

2. Door de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar.

Ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing zendt de provinciegouverneur of de door hem aangewezen ambtenaar in een ter post aangetekende omslag twee voor echt verklaarde uittreksels uit de kiezerslijst, opgemaakt per stemafdeling, aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau. (K.W.B. art. 93, eerste lid).

Opmerking :

— Wat de kieskantons Voeren en Komen-Waasten betreft gebeurt de verzending echter door tussenkomst van respectievelijk de adjunct-arrondissementcommissaris van Tongeren en de arrondissementcommissaris van Moeskroen. Ik verwijs hier naar de opmerking onder III, 1, eerste lid. (K.W.B. art. 93, tweede lid).

— De provinciegouverneurs van Luik en West-Vlaanderen of de door hen aangewezen ambtenaar zenden binnen dezelfde termijn als hierboven aangegeven, beide eventueel aangepaste exemplaren van de kiezerslijst, respectievelijk van de gemeente Voeren en Komen-Waasten, aan de voorzitters van de kantonhoofdbureaus, respectievelijk van Aubel en Mesen. Ik verwijs hier naar de opmerking onder III, 1, tweede lid en de artikels 93bis en 15bis van het Kieswetboek.

IV. Inzagerecht van de kiezerslijsten.

Op de datum waarop de kiezerslijst vastgesteld moet zijn (zie hierboven onder C. I), brengt het college van burgemeester en schepenen ter algemene kennis, door een bericht in de gebruikelijke vorm gesteld, dat iedereen zich tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing tijdens de diensturen tot de gemeentesecretarie kan wenden om na te gaan of hijzelf of een ander op de lijst staat, dan wel er met de juiste vermeldingen in in vermeld.

In dit bericht zal tevens melding gemaakt worden van de te volgen procedure in geval van het indienen van een bezwaar of van het instellen van beroep.

V. Bezwaar bij het college van burgemeester en schepenen.

Ik verwijs U hiervoor naar de nieuwe artikelen 18 tot en met 26 van het Kieswetboek. De te volgen procedure werd daarin duidelijk aangegeven en vergt geen commentaar.

VI. Beroep bij het hof van beroep.

Ik verwijs hiervoor naar de nieuwe artikelen 27 tot en met 34 van het Kieswetboek.

Het cassatieberoep werd afgeschaft zodat de arresten van het hof van beroep niet vatbaar zijn voor hoger beroep.

VII. Door het gemeentebestuur te verzenden uittreksels uit kiezerslijsten.

1. Aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau.

Tijdens de tweede maand vóór een gewone verkiezing of zodra de datum van de stemming is vastgesteld voor een buitengewone verkiezing, maakt het college van burgemeester en schepenen twee lijsten op :

— de eerste bevat de personen die kunnen worden bekleed met de functie van voorzitter van een stem- of een stemopnemingsbureau of van bijzitter van een stemopnemingsbureau. (K.W.B. art. 95, § 12, 1^o);

— de tweede lijst bevat, per stemafdeling, de twaalf jongste kiezers die op de dag van de stemming ten minste 30 jaar oud zijn, kunnen lezen en schrijven en aangewezen kunnen worden als bijzitter van een stembureau. In deze lijst mogen de personen die in de eerste lijst zijn opgenomen niet voorkomen. (K.W.B. art. 95, § 12, 2^o).

La première liste est transmise au président du bureau principal de canton au plus tard le trente-troisième jour et la deuxième au plus tard le quinzième jour avant le scrutin.

J'attire ici votre attention sur le fait que les services du Registre national peuvent vous assister pour établir ces listes.

2. Au président du bureau de vote.

L'administration communale transmet directement au président du bureau de vote et ce jusqu'au jour de l'élection :

a) la liste des personnes qui, après que la liste des électeurs a été établie, doivent en être rayées soit :

- parce qu'elles ont perdu la nationalité belge;
- parce qu'elles ne figurent plus dans les registres de la population (radiation d'office, départ à l'étranger);
- parce qu'elles sont décédées.

b) les notifications qui lui sont faites par les parquets et les greffiers des cours et tribunaux concernant :

- l'exclusion ou la suspension des droits électoraux encourue par les personnes reprises dans la liste des électeurs;
- les interdictions et la mainlevée des interdictions.

c) les modifications apportées à la liste des électeurs, à la suite des décisions du collège des bourgmestre et échevins ou des arrêts de la cour d'appel en cas de réclamation ou de recours (C.E. art. 92).

Remarque :

Lorsque les faits précités concernent des électeurs des communes de Fourons et de Comines-Warneton, elles sont en outre transmises par le collège des bourgmestre et échevins des communes concernées respectivement au commissaire d'arrondissement adjoint de Tongres et au commissaire d'arrondissement de Mouscron, à charge pour ceux-ci de les faire parvenir sans délai aux présidents des bureaux de vote d'Aubel et de Heuvelland, désignés par le Ministre de l'Intérieur. (C.E. art. 92bis).

D. Autres modifications apportées au Code électoral.

Il s'agit ici principalement d'adaptations d'ordre technique étant donné que le Gouvernement a estimé devoir reporter des modifications ayant des répercussions politiques jusqu'à ce que des choix définitifs soient opérés dans le cadre de la troisième phase de la réforme de l'Etat.

Ces modifications sont :

- groupement des dispositions relatives au même objet (critères d'électorat, imputation des dépenses);
- suppression des dispositions expresses de la Constitution (avis du Conseil d'Etat) (conditions d'éligibilité);
- suppression de la notion de candidat isolé (obligation de trois suppléants);
- mention du prénom des candidats (comme pour les élections communales);
- couverture des risques d'accidents auxquels les membres des bureaux de vote sont exposés;
- précisions concernant des situations particulières (décès d'un candidat avant les élections, d'un élu après les élections);
- suppression de l'envoi, par des autorités ou organismes publics, des listes de personnes entrant en ligne de compte pour faire partie des bureaux de vote.

* * *

Je prie Messieurs les Gouverneurs d'indiquer au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 octobre 1991.

Par le Ministre de l'Intérieur :
Le directeur général,
J. Barthelemy.

De eerste lijst wordt uiterlijk de drieëndertigste dag en de tweede uiterlijk de vijftiende dag vóór de stemming aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau verzonden.

Ik vestig er hier uw aandacht op dat de diensten van het Rijksregister U voor het opmaken van deze lijsten kunnen bijstaan.

2. Aan de voorzitter van het stembureau.

Het gemeentebestuur zendt rechtstreeks aan de voorzitter van het stembureau en dit, tot de dag der verkiezing :

a) de lijst van de personen die, nadat de kiezerslijst is opgemaakt, ervan geschrapt moeten worden hetzij :

- omdat zij de Belgische nationaliteit hebben verloren;
- omdat zij niet langer in de bevolkingsregisters voorkomen (ambtshalve schrapping, vertrek naar het buitenland);
- omdat zij overleden zijn.

b) de kennisgevingen hen gedaan door de parketten of griffiers van de hoven en rechtbanken inzake :

- de uitsluiting of schorsing van het kiesrecht opgelopen door in de kiezerslijst opgenomen personen;
- de onbekwaamverklaringen en opheffing van onbekwaamverklaringen.

c) de wijzigingen die in de kiezerslijst zijn aangebracht als gevolg van de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen of van het hof van beroep in geval van bezwaar of beroep (K.W.B. art. 92).

Opmerking :

Wanneer de hierboven vermelde feiten betrekking hebben op kiezers van de gemeenten Voeren en Komen-Waasten worden ze door het college van burgemeester en schepenen van de betrokken gemeenten bovendien respectievelijk toegezonden aan de adjunct-arrondissementscommissaris van Tongeren en aan de arrondissementscommissaris van Moeskroen, die ze op hun beurt onverwijld doorsturen aan de voorzitter van de stembureaus in Aubel en Heuvelland, aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken. (K.W.B. art. 92bis).

D. Andere wijzigingen die aan het Kieswetboek werden aangebracht.

Het betreft hier voornamelijk aanpassingen van technische aard aangezien de Regering van oordeel was wijzigingen met een politieke weerslag te moeten uitstellen totdat in het raam van de derde fase van de staatshervorming definitieve keuzen zijn gemaakt.

Het zijn :

- groepering van de bepalingen betreffende hetzelfde onderwerp (kiesrechtcriteria, aanrekening van de uitgaven);
- weglating van de uitdrukkelijke bepalingen van de Grondwet (advies van de Raad van State) (verkiezingsvoorwaarden);
- weglating van het begrip alleenstaand kandidaat (verplichting van drie opvolgers);
- vermelding van de voornaam van de kandidaten (zoals bij de gemeenteraadsverkiezingen);
- dekking van de ongevallenrisico's waaraan de leden van de stembureaus blootstaan;
- opheldering omtrent bijzondere situaties (overlijden van een kandidaat vóór de verkiezingen, van een verkozen na de verkiezingen);
- afschaffing van de verzending, door openbare overheden of instellingen, van de lijsten van personen die in aanmerking komen om deel uit te maken van de stembureaus.

* * *

Ik verzoek de heren Gouverneurs in het Bestuursmemoriaal de datum aan te geven waarop deze omzendbrief bekendgemaakt werd in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 14 oktober 1991.

Namens de Minister van Binnenlandse Zaken :
De directeur-generaal,
J. Barthelemy.